

Depuis que l'État a commencé à intervenir en faveur de l'agriculture en Guyane, depuis les premières stratégies de colonisation jusqu'à nos jours, de nombreux projets de plus ou moins grande envergure se sont succédés. Des objectifs ambitieux, des investissements publics considérables, l'appui des organismes de recherche, mais presque toujours des échecs pour solde de tout compte. Et l'agriculture de Guyane ne nourrit pas sa population en 2011, alors que la plupart des projets agricoles avaient pour objectif l'exportation...

Nous souhaitons revenir ici sur cet historique jalonné d'espoirs et de désillusions, comprendre l'histoire pour envisager, si possible, de ne pas reproduire à l'avenir les erreurs du passé. La logique de développement qui amènerait à commencer petit pour mieux grandir ensuite n'aurait-elle pas sa place en Guyane ?

COURT HISTORIQUE DES ÉCHECS GUYANAIS JUSQU'EN 1950

La première grande tentative de mise en valeur agricole peut être datée de l'année 1763 et attribuée au ministre de la marine, Choiseul. L'un de ses objectifs est d'approvisionner les Antilles en bétail et

cultures vivrières. "L'expédition de Kourou" rassemble plus de 10 000 volontaires venus de France et d'Allemagne, attirés par les promesses d'eldorado. Mais après quelques années le bilan est lourd : quelques centaines d'installations seulement, contre près de 6 000 morts et 3 000 rapatriements.

Dans les années 1820-1830, les gouverneurs décident de faire de la Guyane une colonie sucrière, sur le modèle antillais. En 1836, 1 600 hectares sont dédiés à la canne sur les 12 000 mis en culture. Mais les propriétaires des Habitations négligent les productions vivrières pour les 18 000 esclaves de la colonie, et la période est marquée par des disettes importantes. Bien avant l'abolition de l'esclavage, les Habitations sont pour la plupart en déclin. Après 1848, les colons décident de recourir à l'immigration étrangère pour remplacer la main d'œuvre servile. De 1855 à 1877, ils vont ainsi recruter plusieurs centaines de Madériens et de Chinois, 2 000 Africains et près de 9 000 Indiens (les coolies) pour l'agriculture. Plus de la moitié des Indiens vont mourir en Guyane en l'espace de vingt ans, notamment de mauvais traitements. Les survivants seront recrutés sur les placers pour la recherche de l'or.

Aucun développement agricole

ne résulte non plus d'un siècle de colonisation pénitentiaire, et les quelques concessionnaires agricoles du Maroni ne produisaient même pas de quoi nourrir les 5 à 6 000 bagnards présents en Guyane.

En 1903, suite à l'éruption de la Montagne-Pelée en Martinique, le ministère des colonies prévoit d'installer 4 000 familles d'exploitants agricoles en Guyane. Ils ne seront finalement que 300, fournissant néanmoins le marché de Cayenne pendant quelques années en fruits en légumes.

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, la Guyane comptait environ 20 000 habitants pour 2 500 ha cultivés.

LE PLAN VERT ET L'ELEVAGE BOVIN

D'abord désigné comme "plan global de mise en valeur de la Guyane", il devait s'appuyer sur 3 piliers : pâte à papier, immigration et agriculture, pour créer 12 000 emplois. De grosses unités de production de pâte à papier étaient prévues, autour de vastes opérations de déboisement (on parle de concessions de 300 000 ha). Une partie des zones déboisées devait être replantée en essences adaptées, le reste étant valorisé par l'agriculture afin de satisfaire le marché local et d'exporter (viande, riz, soja, citrons verts). Il s'agissait

de créer 300 exploitations (dont 150 en viande bovine) et mettre en valeur 18 000 ha. Cela devait être permis par des moyens importants : près de 60 millions de francs d'investissement, des prêts bonifiés, des aides directes, de l'encadrement technique, des coopératives, des fermes pépinières et l'appui des chercheurs.

Mais à l'enthousiasme suscité en France par le projet (début 1975, le secrétariat d'État aux DOM-TOM recensait déjà 28 000 candidatures) répond un tollé en Guyane contre cette vague d'immigration non choisie. Peu après, avec la baisse du cours mondial du papier, les papetiers français et américains se retirent du projet ; l'élevage bovin devient alors malgré lui le symbole d'un plan vert essentiellement agricole, avec la riziculture ou l'élevage de chevrettes (voir encadré).

Les surfaces défrichées pour l'élevage, entre 1976 et 1985, atteignent 7 000 ha. 255 millions de francs de subventions sont distribués entre 1976 et 1984, auxquels il faut ajouter 198 millions de prêts. Des fermes d'État sont construites, pilotées par l'INRA (Institut national de la recherche agronomique) et le CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement), et une cartographie des sols est menée sur tout le territoire par l'ORSTOM (Office de la recherche scientifique et technique outre-mer).

Mais rapidement les difficultés techniques (importation d'animaux, maladies, prédation) et économiques (délais et exigences des financeurs) mettent à mal les bonnes intentions des nouveaux installés, le plus souvent pauvres et peu formés. Et lorsqu'en 1985 le gouvernement, devant l'évidence de l'échec et la faillite de la coopérative, décide d'interrompre ses aides, une dizaine d'éleveurs, parmi les 150 bénéficiaires des aides, sont réellement en situation de production. Et il faudra plus de dix ans de plans de restructuration et de missions d'expertise pour clore le sujet et annuler des dettes, dont la plupart resteront impayées, marquant l'abandon de l'agriculture guyanaise par les banques.

L'écart le plus important entre le projet initial et sa réalisation concerne la répartition des animaux entre les éleveurs : peu ont réussi, mais ils ont constitué des troupeaux plus importants que prévus. Et une vingtaine d'éleveurs détient aujourd'hui plus de 80% du cheptel guyanais.

DU TEMPS ET DE L'OBJECTIVITÉ

En 1992, Vissac & Viger (INRA) tiraient un constat amer, mais qui semble encore aujourd'hui pertinent, sur le développement agricole guyanais : « *Aucun de ces projets n'a été vu dans la durée ni à partir d'un diagnostic objectif [...] Aucune de ces opérations n'a de plus donné lieu à bilans et critiques, en raison pour partie de*

l'inaccessibilité d'une information dispersée entre des bibliothèques de ministères, d'institutions et d'organismes extra-guyanais »¹.

Trois idées maîtresses ressortent : le temps, l'objectivité du diagnostic, et la capitalisation.

Le succès d'un développement se mesure avec le temps, ce qui permet aujourd'hui de tirer un bilan relativement objectif, mais globalement négatif, du développement agricole de Guyane. Car chaque projet, si l'on s'y penche de plus près, est marqué par d'importantes discontinuités, liées aux échéances politiques, à la rotation des fonctionnaires ou aux cycles naturels.

La question du diagnostic, et de son objectivité, est centrale. On peut noter que tous ces projets sont d'origine exogène, l'argent pour « *développer l'agriculture Guyanaise* » venant de Paris, (et plus tard Bruxelles, pour qui la Guyane est encore une « *zone en retard de développement* »). Presque à chaque fois il s'agit de mettre en place des productions nouvelles, selon des méthodes

fonctionnant ailleurs. L'intention est bonne, mais elle néglige souvent l'analyse et la compréhension fine des systèmes en place, qui se sont développés en dehors des grands projets et nourrissent une part conséquente de la population.

Enfin, l'absence de véritable capitalisation semble aujourd'hui véritablement problématique. Tout échec est formateur, à condition d'en tirer les leçons nécessaires. Tout n'est pas à jeter dans les grands projets de développement agricole guyanais, mais il faudrait se donner les moyens d'une analyse sans compromis, dont le but ne serait pas la recherche de coupables, mais l'apprentissage collectif. Et derrière cette capitalisation, on retrouve l'idée de l'accès aux données et à l'information, l'un des grands points faibles de l'agriculture aujourd'hui.

Texte de Pierre Bouteiller et Dennis Lamaison

Photos Lic Ackermann, P-O Jay, Xavier Remongin, Marin Talbot

1 : *Le Courrier de la Cellule Environnement* n°16, avril 1992, « Les fusées et la forêt amazonienne cacheraient-elles les Indiens ? Histoire de plans d'État et rôle de la Recherche agronomique. »